

Bac: Blanquer annonce une "solution" pour que tous les élèves aient leurs résultats vendredi

Paris, 3 juil. 2019 (AFP) -

Le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, a assuré mercredi que "tous les élèves" auraient leurs résultats du baccalauréat vendredi comme prévu, malgré la grève de correcteurs, grâce la prise en compte provisoire de notes du contrôle continu si les copies n'étaient pas rendues à temps.

Après avoir dans la journée évoqué le "risque" que certains candidats n'aient pas leurs résultats le jour J, il a finalement déclaré à BFM-TV que "tous" les auraient vendredi: "C'est mon devoir de garantir cela", a-t-il dit.

Depuis le début des épreuves le 17 juin, des correcteurs veulent contraindre le gouvernement à rouvrir des négociations sur les réformes du lycée et du bac qu'ils dénoncent. Ils refusent de saisir les notes des candidats mais aussi, pour certains, de rendre les copies.

Dans le cas où des copies et donc des notes seraient encore manquantes jeudi soir, le ministre a détaillé une "solution technique" qui portera, selon lui, sur un "petit nombre de candidats".

"On prendra la note de contrôle continu de l'année à titre provisoire vendredi" pour compléter la moyenne, a-t-il expliqué. "Comme ça, ceux qui doivent passer l'oral de rattrapage le sauront vendredi".

"Si en début de semaine on a finalement la copie et que la note est meilleure, c'est celle-là qui sera (prise en compte, ndlr), sinon on garde la note de contrôle continu", a-t-il poursuivi.

- "Aux abois" -

Le ministre a estimé le nombre de copies manquantes mercredi à moins de 100.000 et jugé que jeudi matin ce serait "descendu en dessous de 50.000".

Le collectif "Bloquons Blanquer", qui tient un décompte en ligne, avance toujours le chiffre de 126.000 copies actuellement retenues (sur un total de 4 millions de copies).

"C'est hallucinant, ça n'a aucun sens de prendre des notes de contrôle continu", a réagi Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU, le premier syndicat du secondaire, interrogée par l'AFP. Selon elle, cette "solution" pose une série de questions: "Comment fait-on pour les élèves en candidat libre ?", interroge-t-elle par exemple.

Et elle présente le "risque d'envoyer des élèves au rattrapage alors qu'en fait ils ont une note correcte à l'examen final. Dire qu'ils prennent la meilleure note des deux c'est s'exposer à des recours potentiels car c'est discriminant entre les candidats", a jugé Mme Rolet. "Tout cela montre que Jean-Michel Blanquer est aux abois", selon elle.

Pour le ministre, les sanctions financières devraient avoir un effet "dissuasif" et inciter les professeurs récalcitrants à rendre leurs copies au plus vite: "ils sont considérés comme grévistes à partir du jour où ils ont pris les copies, ça signifie un retrait de salaires de 10 à 15 jours", a-t-il de nouveau déclaré.

Les profs qui retiennent les épreuves du bac estiment de leur côté qu'ils ne peuvent être considérés comme grévistes qu'à partir du jour où ils doivent saisir les notes, un délai repoussé par le ministère de mardi à mercredi.

La plupart assurent avoir corrigé les copies: "il ne nous plaît pas de les retenir mais nous y sommes contraints", déclare Clara, enseignante de philo à Paris.

Ils veulent que le gouvernement revienne sur sa réforme qu'ils jugent "précipitée", avec le risque de voir le bac, examen national, transformé en "un bac local".

"Sur certains points, on peut encore discuter, ma porte est ouverte", a déclaré mercredi Jean-Michel Blanquer, tout en rappelant que "les concertations ont déjà eu lieu".

Cette édition du baccalauréat a été particulièrement perturbée. Avant la grève des correcteurs, elle avait déjà été entachée par une grève de la surveillance le premier jour du bac et par des "suspensions de fuites" de sujets de mathématiques, qui ont aussi connu des coquilles dans les énoncés.

Mardi et mercredi 19 candidats ont été interpellés, du côté de Marseille et de Paris, dans le cadre d'une enquête pour "fraude aux examens, abus de confiance et recel" de ce délit, ouverte par le parquet de Paris. Quatorze d'entre eux ont été libérés depuis, et cinq étaient toujours en garde à vue mercredi soir.

ito-asm-cam/epe/cam



PAYS :France
SURFACE :102 %
PERIODICITE :Quotidien



► 3 juillet 2019 - Edition Fil Gen

Afp le 03 juil. 19 à 22 30.